

Les Hauts-de-Seine
terrain d'expérimentation du sarkozysme

Sarkozy, ministre de l'Intérieur et chef de file de l'UMP, est aussi président du conseil général des Hauts-de-Seine (92). Il peut ainsi, au gré de ses envies, mener dans le département la politique qu'il aimerait mettre en œuvre à la tête de l'Etat.

Et le résultat est éloquent. Au menu : promotion personnelle, destruction de la justice sociale et favoritisme inégalé.

« Sarkozy utilise le département comme une agence de communication, mais dans les faits rien n'est réalisé », déplore Michèle Canet, présidente du groupe socialiste du conseil général des Hauts-de-Seine.

Ainsi, à la promesse de construire 3 300 logement sociaux par an, vient se superposer le résultat très évocateur de 1 534 constructions sociales en 2005.

Et le refus tout récent d'augmenter les places en hébergements d'urgence.

Plus déterminant encore est sa volonté de faire la belle part aux plus riches.

Le projet de recouvrement de la RN 13 atteindrait, s'il est mis en œuvre, la bagatelle d'un milliard d'euros. Le tunnel le plus cher de France ! «il y a d'autres opérations à mener en priorité, notamment la couverture de banlieues bordées par le périphérique » dénonce Michèle Canet.

Loin de répondre à l'objectif de réduction de 5% du trafic du plan de déplacements urbains, « ce projet pharaonique ne se réalisera qu'au bénéfice des sièges sociaux de l'avenue Charles-de-Gaulle, et de ses riverains, dont le cadre de vie, même perturbé par le trafic, ne demande pas de requalification urgente », concluent les socialistes altoséquanais.